

CIBLE

Thomson

Nous avions dit que le gouvernement devait céder, et annoncé qu'il allait céder. Voilà qui est fait. A la suite de l'avis de la commission de privatisation, le Premier ministre a renoncé à brader Thomson selon le plan concocté on ne sait où, par on ne sait qui, à la suite d'on ne sait quelles pressions.

De cette reculade, nul ne peut tirer gloire. Le gouvernement s'est discrédité sur le plan international, il s'est ridiculisé aux yeux de l'opinion française, et les salariés de Thomson vont demeurer dans une totale incertitude quant à l'avenir du groupe et quant à leur propre sort.

Nous ne pouvons en rester là. L'opposition socialiste, qui se dit rigoureuse et responsable, doit préciser la nature de ses projets pour Thomson, et indiquer comment ils s'inscrivent dans la politique industrielle et dans l'ensemble d'un secteur nationalisé - qui, selon nous, doit être à la fois rationalisé et étendu à l'ensemble des secteurs-clés de l'économie nationale.

Il importe que les projets socialistes soient exposés au plus vite, afin qu'un débat approfondi puisse s'engager dans le pays. Nous attendons.

Flexibilité

Résister au patronat

Crazy George's

Le coup du crédit

p. 2

Chômage

La leçon d'Allais

p. 3

Le coup du crédit

Après une fermeture temporaire, le magasin *Crazy George's*, spécialisé dans le crédit facile et cher, a rouvert ses portes en région parisienne. De quoi faut-il s'indigner ?

Souvenez-vous du trouble qui s'empara des milieux dirigeants au beau milieu du pont du Onze-Novembre, de la déclaration solennelle du ministre des Finances, de la pluie de communiqués tombant des hauteurs inspirées, et des cours de morale dispensés à profusion par les médias.

Un magasin, anglais de surcroît, avait ouvert ses portes à Bobigny. Il visait, selon les termes du *Monde*, « une clientèle à bas revenus », et l'exploitait en lui proposant d'acquiescer des objets coûteux (canapés, téléviseur...) par le remboursement hebdomadaire

d'un crédit - donc par petites sommes comprises entre 50 et 80 Francs...

A juste titre, les autorités concernées reprochaient au *Crazy George's* sa publicité trompeuse : le contrat signé ne porte pas sur un achat, mais sur une location avec option d'achat, et le coût total du crédit (qui renchérit de 50 à 70 % le prix de l'objet) n'était pas clairement indiqué. Le magasin ferma donc ses portes quelques jours, afin de mettre ses affiches et sa documentation en accord avec la loi, puis les rouvrit pour engranger paisiblement des profits qui lui permettront de créer une douzaine d'autres magasins dans les deux ans à venir. Ceci selon le même système (option d'achat) qui est légal, et aux mêmes conditions de crédit, qui sont elles aussi tout à fait licites.

Telle est l'affaire. L'étonnant est qu'elle ait « préoccupé » M. Arthuis, ministre néo-libéral, et indigné M. Jospin, opposant néo-socialiste.

Il est curieux que l'ouverture

du *Crazy George's* ait provoqué l'émoi du ministre des Finances, car l'exploitation de la population pauvre en quête de biens à consommer repose sur une technique usuaire qui est vieille comme le monde et qui a été prohibée par les trois religions du Livre - donc réprimée par les sociétés qui s'en inspiraient. La préoccupation de M. Arthuis concernait seulement l'information des consommateurs sur les conditions dans lesquelles ils sont exploités. Pour le reste, M. Arthuis n'a rien à dire : il est normal, en système néolibéral, que des entreprises profitent de toutes les « opportunités » offertes par le marché - la misère étant un marché comme un autre.

Lionel Jospin a cru bien faire en délivrant au pays un message de stupéfaction : « C'est quelque chose de fou, d'absurde. Il s'agit de magasins pour les pauvres dans lesquels ces derniers vont payer deux fois plus que ne paient les riches ». Ce sont les propos de M. Jospin qui ont

« quelque chose de fou ». *Crazy Lionel* ne sait pas qu'il y a depuis beau temps de multiples formules d'achat à crédit qui doublent ou triplent le prix des biens de consommation, surtout si on couvre le premier crédit d'un crédit bancaire, et si, faute de pouvoir honorer les échéances, on a affaire à l'huissier puis au tribunal de première instance. Tel est le « réalisme socialiste » de M. Jospin, qui ignore la triste réalité de notre système d'endettement de masse.

Quant aux nobles coeurs médiatiques qui ont cru bon de raisonner les clients du *Crazy George's*, ils devraient comprendre ceci, à défaut de le vivre : le consommateur n'est pas (ou pas seulement) l'être de raison et de froid calcul qu'on trouve dans les manuels néo-libéraux : en ce qui concerne le crédit, il n'envisage pas le coût total, mais se décide selon ce qu'il peut payer chaque mois ou chaque semaine pour détenir un bien dont il ne pourrait jamais bénéficier s'il ne recourait pas au crédit. Et il hésite d'autant moins entre Jamais et Maintenant qu'il sait que l'avenir ne relève pas du calcul mais s'inscrit dans l'espérance - ici celle d'un gain inattendu ou d'un don qui effaceront les ardoises.

Plutôt que de priver les fauchés de leurs espoirs, et de les abandonner à la double contrainte du désir constamment stimulé par la publicité et toujours refoulé par manque d'argent, il faut s'attaquer à la logique même de l'exploitation. *Crazy Lionel* devrait y songer.

Maria DA SILVA

Fissures dans les fausses certitudes

Sous les coups de boutoir du chômage, les taboux sont ébranlés en matière économique. Le libéralisme à tout crin est remis en question.

La remise en cause du libre-échange et du monétarisme, qui font florès depuis belle lurette, a commencé.

Dans le très « orthodoxe » *Figaro*, Maurice Allais n'y est pas allé de main morte (1). Le prix Nobel explique que la politique économique présente ne peut qu'échouer. Elle s'appuie sur des « tabous indiscutés, des préjugés erronés... », car « il est pratiquement interdit de remettre en cause la mondialisation des échanges comme cause du chômage ». Et d'expliquer que la politique commerciale de la Communauté Européenne a « dérivé vers une politique mondialiste libre-échangiste, contradictoire avec l'idée même de la constitution d'une véritable Communauté Européenne ». Nous partageons l'opinion de Maurice Allais, selon laquelle la libéralisation des échanges n'est souhaitable que dans le cadre

d'un ensemble « groupant des pays économiquement et politiquement associés, de développement économique et social comparable ».

De fait, la réintroduction du politique est essentielle. D'un politique qui ne peut se désintéresser de la chose monétaire. Là encore, quelques interventions ont fait du bruit dans le landerneau de la « pensée unique ». Sans évoquer celle de Valéry Giscard d'Estaing, non exempt d'arrière-pensées, il faut retenir celle de Jean-Pierre Gérard (2), membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France. Pour lui, il est « étonnant qu'on n'ait pas de discussions sur la surévaluation des monnaies européennes face au dollar ». L'Allemagne n'a que faire des conséquences de sa politique sur l'économie de ses partenaires en général, et sur la nôtre en particulier. Or, si les Allemands se satisfont de la sous-évaluation du dol-

lar, « ... les structures économiques de l'Allemagne et de la France ne sont pas du tout identiques ».

D'une certaine façon, ses propos convergent avec ceux de Maurice Allais qui insiste sur la cohésion nécessaire de la politique européenne : « La politique de libre-échange mondialiste, que met en oeuvre l'Union Européenne, est la cause majeure, de loin la plus importante, du sous-emploi massif d'aujourd'hui. Pour y remédier, la construction européenne doit se fonder sur une préférence communautaire... ». Qui objectera que la politique française doit être subordonnée à un objectif prioritaire : la régression du chômage ? Dans les circonstances actuelles « la France n'a aucun intérêt à continuer à participer pleinement à la politique poursuivie actuellement par la Commission de Bruxelles ». Si la mondialisation de l'économie profite à quelques groupes, « une mondialisation précipitée et anarchique ne peut qu'engendrer partout chômage, injustices, désordres et instabilité ».

Les faits sont têtus. Nous sommes heureux d'entendre, depuis quelques temps, des voix s'élever contre la « pensée unique » en matière d'économie. Les royalistes ne prêchent plus dans le désert.

Alain SOLARI

(1) « Combattre réellement le chômage », par Maurice Allais (prix Nobel d'économie) - *Le Figaro* du 21/11/96.

(2) « L'Allemagne appelée à tenir compte des intérêts économiques français », de Jean-Pierre Gérard - *Le Monde* du 29/11/96

Dérives

Le risque d'une dérive autoritaire du pouvoir, contre laquelle nous mettons régulièrement en garde, ne concerne pas seulement le domaine des droits civiques, ni celui des enquêtes judiciaires qui visent les partis de la majorité.

Dans l'extrême désordre et les gigantesques cafouillages qui caractérisent la « gestion » des entreprises nationales et des privatisations, il reste au moins un phénomène logique, amplifié par le déroulement hâtif des opérations : le lien paradoxal qui unit l'idéologie néo-libérale et les pratiques autoritaires des plus fervents parmi ses partisans. Trois exemples :

Le coup de force tenté en septembre par Edmond Alphandéry, ministre ultralibéral des Finances sous Édouard Balladur et actuel président d'EDF, contre la direction générale de l'établissement public et, surtout, contre son directeur général Pierre Daurès.

L'autoritarisme de l'actuel gouvernement n'est pas moins avéré. Le conseil des ministres a révoqué fin novembre Jean-Jacques Bonnaud, président du GAN (en voie de privatisation-fusion avec AXA) qui refusait de démissionner malgré les pressions du ministre des Finances.

Le même Jean Arthuis a décidé la même semaine de fermer purement et simplement le Crédit foncier (déficient de 2,6 milliards mais qui fera cette année un bénéfice de 1 milliard). Cette décision arbitraire provoque la révolte du personnel, qui veut à juste titre faire reculer le gouvernement. Comme pour le Crédit Industriel et Commercial dont la privatisation a été suspendue...

Annette DELRANCK

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Le coup du crédit - p.3 : Fissures dans les fausses certitudes - p.4 : La monnaie en débat - Tempête sur la presse - p.5 : Indifférence - p.6/7 : Un projet pour la nation - p.8 : Un maire - Et le désert s'avance - p.9 : L'homme mondial - p.10 : Signé Lyotard - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Affronter le patronat.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (105 F) ☐ six mois (195 F) ☐ un an (290 F) ☐ soutien (500 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

François-Marie FLEUTOT
Apostrophes sur les origines du Royaume de France
" Le livre de François-Marie Fleutot « Apostrophes sur les origines du Royaume de France » apporte un éclairage original sur les idées et les hommes qui ont construit au V^e siècle le *regnum francorum*, le règne des Francs, le royaume de France, la France "
Prix franco : 120 F

La monnaie en débat

Le général de Gaulle avait, dit-on, abordé l'Orient compliqué avec des idées simples. Tentons d'envisager de la même manière le débat monétaire européen, inutilement obscurci par les techniciens.

Il en va de la monnaie unique comme de bien d'autres débats : les experts usent et abusent de leur savoir, utile dans son ordre mais qui vient en second car la monnaie n'est pas essentiellement un problème technique mais un enjeu politique. Et ceci d'une double manière : une monnaie est toujours l'expression d'un pouvoir légitime ; la confiance des citoyens en leur monnaie dépend toujours de la légitimité du pouvoir qui émet cette monnaie.

Cette double remarque permet d'éclairer les actuels débats autour de la monnaie unique :

- Valéry Giscard d'Estaing avait-il le droit de critiquer la politique du « franc fort », au risque de faire baisser notre monnaie ? La réponse est oui. La monnaie unique pose un problème politique, que le président de la Commission des Affaires étrangères est fondé à poser, et dont les citoyens sont appelés à débattre. Accepter de se taire pour ne pas provoquer la réaction des « marchés » revient à dire qu'il n'y a plus de démocratie en France : ni débat civique, ni souveraineté nationale, ni indépendance des autorités élues.

- L'ancien président de la République a-t-il eu raison de préconiser une décrochage du franc par rapport au mark ? Non, si on considère ce décro-

chage sous l'angle technique, comme une dévaluation dont notre commerce extérieur (excédentaire) n'a pas besoin. Oui, si cette demande de décrochage est une provocation destinée à poser la question du taux de change de l'Euro par rapport au dollar.

Cette provocation est nécessaire car on sait que les Allemands veulent un Euro aussi fort que le Mark, et veulent accompagner la monnaie unique d'un « pacte de stabilité » budgétaire qui sera facteur d'une récession aggravée. Il est indispensable d'encourager Jacques Chirac à résister à cette logique, qui procède de fantasmes et de préjugés spécifiquement allemands, et à défendre une politique monétaire européenne fondée sur un Euro faible (qu'on appelle pudiquement Euro « équilibré ») afin de contrer les manipulations du dollar par les Américains.

Ce qui signifie qu'il faut avoir avec les Allemands une explication franche sur la signification et sur les enjeux politiques de la construction européenne. En acceptant d'entrer dans le débat sur le « pacte de stabilité » (qui n'est pas prévu par le traité de Maastricht) Jacques Chirac s'est bien mal préparé à cette confrontation. Espérons qu'il parviendra à sortir de ce mauvais pas.

Sylvie FERNOY

Tempête sur la presse

Sur fond de divorce entre la presse et le pouvoir, les grandes manœuvres commerciales et fiscales battent leur plein.

La situation de la presse en France est assez paradoxale. La presse quotidienne régionale se porte bien, la presse magazine spécialisée encore mieux malgré une baisse des recettes publicitaires. Changement de décor pour la presse parisienne quotidienne et la presse militante.

Les lecteurs de *Royaliste* le savent bien, qui ne peuvent plus se procurer leur journal autrement que par abonnement. La même menace plane sur d'autres titres comme *Témoignage Chrétien* ou *Le Monde Libertaire*, surtout depuis que les NMPP (1) ont décidé de faire payer le transport et la destruction des invendus à l'exemplaire et non plus au poids. Sans argent, pas de solution. Même la presse ouvertement libérale, par nature favorable à l'extension de marché à tous les secteurs d'activité, ne peut faire face. Ainsi ont disparu des kiosques *Le Libéral Européen*, *L'Esprit Libre* et le mois dernier *Le Quotidien de Paris* qui n'avait plus grand chose à voir avec celui de l'ère Tesson et flirtait ouvertement avec l'extrême-droite.

Parmi les journaux qui restent, *La Croix* survit grâce au groupe Bayard-Presse, *L'Humanité* par la souscription, et tous par l'aide de l'État. Or celle-ci baissera de 14 % en 1997. Dans le même temps, le gouvernement supprime l'abattement fiscal catégoriel de 30 % pour les journalistes, ce qui représente une perte de salaire d'un mois dans une profession où celui-ci n'excède pas 12 000 F.

Dans le dilemme licenciements/hausse des coûts salariaux, la presse militante devra trancher, d'autant qu'on la voit mal s'insérer dans le processus actuel de concentration du secteur sans y perdre son âme.

Les grands groupes, réunis dans le SMPI (Syndicat de la presse magazine et d'information), viennent d'ailleurs d'annoncer (2) que la presse était « une industrie comme les autres, nécessitant un vrai droit de la concurrence » et tendent à faire de la presse française un « Gutenberg Park » (sic). Les aides à la presse sont dans le collimateur, au nom de la concurrence loyale, de même que le monopole de distribution des NMPP. Le SMPI souhaite aussi pouvoir diffuser des publicités pour les journaux à la télévision.

La tempête actuelle ne devrait plus cesser avant l'aboutissement de réformes de fond. Dès lors la vigilance s'impose et toutes les propositions (par exemple celle de *Amis de « Médiapouvoirs »* (3) de créer des Sofica qui octroient des déductions fiscales aux contribuables soutenant financièrement la création audiovisuelle) sont à débattre au risque de voir le pluralisme se réduire à un échange *Le Point-Nouvel Observateur*.

Jean-Michel DEJENNE

(1) Nouvelles Messageries de la Presse parisienne, organisme ayant l'exclusivité de la distribution des journaux chez les marchands.
(2) *Le Monde* du 22/11/96.
(3) *Le Monde* du 27/6/96.

Indifférence

Il y a vingt-cinq ans, la création de *Médecins sans frontières* tirait la leçon de la guerre du Biafra. Aujourd'hui l'humanitaire doit tirer la leçon du Ruanda.

Les appels désespérés lancés en faveur des réfugiés ruandais au Zaïre et la dramatisation permanente des conflits africains ne s'expliquent-ils pas davantage par la possible indifférence des opinions et gouvernements occidentaux, que par une connaissance approfondie des situations concrètes sur le terrain ? Nous abordons trop souvent les crises en Afrique avec des schémas qui nous sont propres. Le souci naît alors d'une sorte d'effet de miroir. Nous agissons en fonction de l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes. Pourquoi s'étonner que nous soyons pris au piège, otages des milices hutues ou somaliennes ?

Il nous faut reprendre de la hauteur par rapport à l'événement brut, à l'urgence, au risque même de nous faire taxer d'indifférence. Mais n'y a-t-il pas une indifférence plus grave qui consiste à ne pas faire de différence ? L'indifférenciation, fondement des forces d'interposition et de maintien de la paix, n'aboutit-elle pas à penser : « Tous se valent ? Il n'y a vraiment rien à faire avec quiconque en Afrique... Il n'y a que des cas désespérés... Tous les mêmes ! ».

Rony Brauman y répond : « A refuser de distinguer entre la morale d'Antigone et celle de Créon, l'humanitaire risque de s'incarner en une

autre figure, celle de Tartuffe ».

Si l'on prend son temps, tout s'explique. A condition de s'investir dans la durée, de s'engager au sens vrai, on peut agir sur les causes. Les fonds consacrés à l'humanitaire sont des fonds qui ont manqué au développement. L'absence de soins, d'infrastructures de base, n'est pas le seul fait des zones en guerre. C'est encore le lot trop quotidien des régions rurales et même maintenant, de plus en plus, des zones urbaines.

Contrairement au discours sur la faillite des États en Afrique, les institutions politiques existent partout, même si les relations de pouvoir et l'exercice de l'autorité n'y prennent pas les mêmes formes que chez nous. La guerre n'est pas si absurde dans ses conséquences qu'elle n'est banale ou normale comme continuation de la politique par d'autres moyens. La « loi du cœur » ignore la pluralité des hommes concrets pour n'y voir que des victimes alors qu'ils sont des acteurs de leur destin.

Ne pas rester indifférents, ce n'est pas faire agir la « communauté internationale » ni distribuer de l'aide alimentaire à qui mieux mieux, car cette dernière devient nouvel enjeu de conflit qui s'en trouve ainsi prolongé. Les ONG s'en aperçoivent aujourd'hui, mais un peu tard. Comme l'écrit tout récemment dans un livre toni-

que (1) le Mauritanien Ahmedou Ould Abdallah, ancien représentant de l'ONU au Burundi : « L'essentiel n'est pas l'action en soi mais, d'abord, l'acteur ».

Les États occidentaux - et moins que tout autre la France - ne doivent pas se cacher derrière leur soi-disant absence d'intérêt direct et le prétendument nécessaire consensus international pour ne rien faire. Mais ils ne doivent pas choisir selon le critère bourreaux/victimes - car chacun est souvent, tour à tour ou à la fois, bourreau et victime dans ce que l'on appelle dans le langage stratégique « les zones grises ». Ils doivent plutôt chercher à négocier entre telle ou telle institution sans cependant jamais céder à la surenchère du cœur. Ceci ne peut se faire que dans la durée et non dans l'urgence. Il ne faut plus que l'action d'urgence, ponctuellement justifiée, décrédibilise l'action dans le temps, alors qu'elle n'en est que le constat d'échec ou d'absence.

Yves LA MARCK

(1) Ahmedou Ould Abdallah - « La diplomatie pyromane », Calmann-Lévy, prix franco : 119 F.

Francs : 35 F

Grand Renouvin

Royaliste et citoyen

Éditions ROYALISTE

♦ **BELGIQUE** : Le 20 novembre dernier, la fille du roi des Belges, Astrid, est devenue la première princesse belge à pénétrer dans le Sénat du royaume. Sous les applaudissements, la fille unique du roi Albert II et de la reine Paola, mariée à l'archiduc Lorentz d'Autriche-Este, a prêté serment devant ses pairs : « Je jure d'observer la Constitution » a-t-elle prononcé solennellement, la main levée, dans les trois langues du pays. Depuis la suppression de la loi salique en juin 1991, la princesse Astrid jouit des mêmes droits que ses frères et, à ce titre, est sénatrice de droit. Après avoir évoqué l'affaire Dutroux, un mois après la « marche blanche », en se faisant le porte-parole de la population belge, la princesse a appelé le pays à l'union, « si nécessaire dans notre Belgique fédérale ».

♦ **ESPAGNE** : Après le succès remporté par le livre « Le roi » écrit par José-Luis de Villalonga, la biographie de la reine Sophie, signée par Pilar Urbano marche sur ses brisées. D'autant qu'un chapitre est consacré à l'amour et aux relations qui unissent la reine à Juan Carlos. « Notre amour a évolué en une forte amitié. Je suis sa compagne. Nous sommes compagnons de voyage, et cela ne s'achève jamais. Il y a toujours l'amour ».

♦ **ÉMIRATS** : A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des Émirats Arabes Unis - à la tête desquels Cheikh Zayed bin Sultan a été réélu - le prince Charles d'Angleterre était l'invité d'honneur des festivités organisées à Abu Dhabi. Le prince de Galles en a profité pour recevoir la communauté britannique à bord du HMS *Edinburgh*.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le 30 novembre dernier, jour de la fête de saint André - patron de l'Écosse - le prince Andrew d'Angleterre, duc d'York, est allé officiellement restituer aux Écossais la « pierre de Scane », geste attendu depuis sept siècles, depuis qu'en 1296 Édouard 1^{er} s'empara de ce bloc de grès de 458 livres sur lequel les souverains écossais étaient oints. Cette restitution au château d'Édimbourg, après une cérémonie religieuse à la cathédrale Saint-Gilles, a été vécue par les Écossais comme l'amorce d'une nouvelle ère, celle qu'ils aimeraient voir aboutir à l'indépendance ou l'autonomie de l'Écosse.

♦ **OMAN** : Des fêtes exceptionnelles ont marqué à Mascate l'anniversaire du sultan Qabous en novembre dernier. Cette année, en effet, le souverain omanais a promulgué la première Constitution écrite dans l'histoire du sultanat, sous la forme d'un « Livre Blanc » qui règlera désormais la vie politique et l'exercice du pouvoir.

♦ **LIECHTENSTEIN** : Toute la famille régnante de Liechtenstein a célébré à Vaduz le 1^{er} décembre dernier le baptême de la princesse Marie-Caroline, fille du prince héritier Alois et de son épouse née Sophie de Bavière. Le couple héritier est déjà parent d'un fils, le prince Josef-Wenzel né le 24 mai 1995.

Proche compagnon de François Mitterrand, ancien conseiller à la présidence de la République,

Conseiller d'État, Maurice Benassayag est président du club *Actes et Paroles*.

Au moment où le Parti socialiste soumet à ses adhérents son programme économique, il nous a paru important d'écouter ce que dit un des plus authentiques représentants de la tradition de gauche, quant à l'avenir du socialisme français.



Maurice Benassayag :

"La politique c'est d'abord une symbolique..."

■ **Royaliste :** La victoire des socialistes en 1998 est d'ores et déjà annoncée. Mais pour quoi faire ?

Maurice Benassayag : L'avenir du parti socialiste n'est pas détachable de la crise que nous connaissons. Il est naturellement lié aux échecs de la majorité actuelle, et, de ce fait, il peut gagner en 1998 par défaut. Si tel était le cas il gouvernerait dans des difficultés majeures. D'une part, il serait privé des instruments de la puissance publique : ainsi, on commence à priver les caisses d'épargne de la collecte du *livret A* ce qui rendrait toute politique de logement social impossible. D'autre part le président Chirac pourrait s'autoriser du précédent François Mitterrand pour ne pas signer les ordonnances. De plus certains membres du parti socialiste sont gagnés par ce que l'on pour-

rait appeler, en termes marxistes, l'idéologie dominante. Si le PS venait à échouer au bout de deux ou trois ans, cela signifierait que M. Le Pen serait présent au second tour des présidentielles, pour peu qu'il y ait deux candidats de la droite classique.

Naturellement le parti socialiste peut rompre avec certaines erreurs qu'il a commises dans le passé. Mais je crains beaucoup l'hégémonie culturelle : le mondialisme, la déréglementation, qui pousse le parti socialiste à épouser l'ère du temps. Et je pense que s'il continue à être soumis à l'idéologie dominante il n'ira pas très loin.

■ **Royaliste :** Ne faudrait-il pas en revenir aux principes fondamentaux ?

Maurice Benassayag : L'avenir du pays, passe par la capacité de la gauche à analy-

ser les causes de la crise et à tenter d'y remédier. Pour cela il faut commencer par le commencement.

D'abord, qu'est-ce que la gauche ? C'est la culture opposée à la nature : les hommes ne naissent pas libres et égaux. La politique consiste alors à réduire ces inégalités par la voie de l'école, sur un plan économique par un secteur public puissant, mais aussi surtout par la voie de l'État. Or, la crise que nous traversons tient d'abord à la crise de l'État. Pourquoi cette crise frappe-t-elle plus fort en France que partout ailleurs ? C'est parce que depuis nos rois, l'État joue un rôle fondamental dans notre pays. L'État est menacé, aujourd'hui, à la fois par la décentralisation - très exagérée - et par l'Europe, c'est-à-dire le supranational. Cet affaiblissement de l'État se traduit également par

les « affaires » qui tendent à gagner la haute fonction publique attirée elle aussi par l'argent.

Le corps intellectuel est complètement perverti, on l'a vu lors de l'éclatement de la Yougoslavie par exemple. Ces intellectuels sont totalement pris dans l'idéologie dominante qui est libérale, capitaliste et américaine. La mondialisation est par exemple le prétexte à la déréglementation de nos sociétés (alors que 75 % de nos échanges se font à l'intérieur de notre pays et presque tout le reste à l'intérieur de l'Europe). Au prix de distorsions des chiffres et de manipulation de la réalité on tente d'asservir ce qui fait l'identité française à une idéologie de type libéral américain. Et, dans la mesure où les intellectuels et l'élite participent à la diffusion de ces idées fausses, le corps social est naturellement atteint.

■ **Royaliste :** Que faire ?

Maurice Benassayag : Le parti socialiste peut avoir quelque avenir s'il sait pour qui il parle. Si la politique vise un idéal alors elle a une signification, mais si l'on cherche à vivre de la politique, alors cela devient un métier comme un autre, sans idéologie. La politique n'est alors que la somme de projets individuels. Et il n'est alors pas étonnant que le peuple s'en détache.

La gauche a un avenir si elle se préoccupe de l'identité française (notre histoire millénaire, l'inconscient collectif). Autre-

ment ce sera Le Pen qui le fera. J'ajoute que le parti socialiste doit renouveler le mode de fabrication des élus : on ne va pas remplacer des technocrates de gauche par des technocrates de droite !

Je ne crois pas qu'à tout problème il n'y ait qu'une solution. Certes les Français ont à peu près tout essayé à droite comme à gauche. Et, si la gauche venait à échouer une fois au pouvoir, le mouvement lepéniste emporterait tout.

La gauche doit se débarrasser des castes et surtout réaffirmer l'autorité de l'État. Ainsi il y a eu cinq cents attentats en Corse sans que cela émeuve beaucoup. Un pays qui accepte que l'État soit ainsi bafoué est un pays malade. Ce même pays tolère douze millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, et qui voient certains salaires atteindre des montants inouïs. Ainsi les Français sont au bord de la révolte, et les partis, tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, ne peuvent faire face à ce genre de situation. Je suis donc très inquiet pour la suite, sauf si la gauche opère un retour aux sources, pas seulement celles de la gauche mais aussi celles de la France. La politique c'est d'abord une symbolique. Or, les mots même ont perdu leur sens.

La question est aussi de savoir si le parti socialiste sera capable de capter le mouvement social que les syndicats, divisés, ne parviennent pas à unir : l'avenir du PS est lié à

cela. Bien sûr le PS peut revenir au pouvoir par le fait de la lassitude du gouvernement actuel mais il s'agirait alors d'alternance et non d'alternative.

Un dernier mot, pour ouvrir un vaste débat : la question de l'identité française n'est pas incompatible avec l'Europe, quelle que soit sa forme future. Il n'est pas obligatoire que la spécificité française se trouve diluée dans la construction européenne. Celle-ci reste d'ailleurs une nécessité si l'on veut lutter contre l'impérialisme économique américain et asiatique, et surtout contre l'impérialisme culturel des États-Unis.

Propos recueillis par
Remi Tissot

ACTES ET PAROLES

Actes et Paroles est un club de réflexion politique fondé en 1994 par Maurice Benassayag, qui en est le président, et André Gauron, qui en est le secrétaire général.

Les réflexions du club ont déjà fait l'objet de publication sous forme de brochures : *Emploi, le vrai débat*, *La Défense sans le mur*, et tout récemment *Stratégie pour l'audiovisuel*. Des études sur l'élitisme républicain et sur la politique de la santé sont annoncées pour l'année prochaine.

Le parti des politiques

Retrouver la dimension symbolique du politique. Mettre en valeur l'identité française. Rétablir l'autorité de l'État contre les féodalités locales, économiques et financières.

Mener une politique de justice sociale qui implique la rupture avec le néo-libéralisme. Lutter contre la mondialisation et l'impérialisme américain. Tel est le grand et beau projet que propose Maurice Benassayag.

Nous nous y retrouvons pleinement.

Cela ne signifie pas que nous voulions tout à coup donner corps à la légende qui nous situe « à gauche », ou que notre invité soit devenu royaliste. Simplement, nous adhérons aux mêmes principes, qui sont ceux du « parti des politiques » - celui qui depuis le XVI^e siècle regroupe tous ceux qui ont le souci de l'État arbitral, garant de la justice et de la liberté, et la volonté de défendre l'indépendance de la nation. Dans ce parti, qui n'existe aujourd'hui qu'à l'état virtuel, se retrouve aussi la génération de la Résistance gaulliste et communiste (celles et ceux, notamment, qui sont en ce moment victimes de campagnes de calomnie) et toute une jeunesse qui milite aujourd'hui au Parti communiste et au RPR. Je ne doute pas qu'on puisse y adjoindre les tenants du libéralisme politique qui ont pris la peine de méditer les textes fondateurs de cette grande tradition.

Cette vaste alliance potentielle est étrangère à la mollesse consensuelle. D'abord parce qu'elle suppose des groupes fortement constitués, qui ont une claire conscience de leur propre identité. Ensuite parce que ce parti des Politiques (qui est le vrai parti républicain) ne peut se reformer que dans la commune volonté de lutter contre les néo-libéraux qui sévissent au gouvernement, qui dirigent les partis de la majorité et, aussi, le principal parti d'opposition.

Il est urgent de préciser les termes de cette confrontation nécessaire entre les Républicains et les Libéraux, chacun selon sa propre tradition, à

l'exemple de Maurice Benassayag qui exprime ce qu'il y a de plus authentique et de plus prometteur dans le socialisme français. C'est dans cet esprit que nous donnerons prochainement la parole à des gaullistes, à des communistes et à de vrais libéraux.

De quoi nous mêlons-nous ? De ce qui nous concerne au premier chef, puisque nous nous situons dans la tradition des légistes de la monarchie, qui ont défini les principes mêmes de la République. De ce qui concerne la paix civile, car nous courrons à la catastrophe si les chefs de partis, à droite comme à gauche, continuent à refuser de se définir et de s'engager clairement. A cet égard, Lionel Jospin prend une lourde responsabilité devant l'histoire : accaparé par les équilibres internes de son parti, présentant comme autant d'audaces des réformes économiques minimales qui sont elles-mêmes le résultat de compromis, refusant d'offrir une perspective d'ensemble à celles et ceux qui luttent pied à pied contre le néo-libéralisme, le Premier secrétaire du Parti socialiste expose le pays tout entier à subir les réactions violentes, voire sanglantes, que provoqueront les colères désespérées. De même, un gaullisme oublieux de l'ambition nationale nous expose à subir toutes les dérives et tous les délires du nationalisme ethnique.

Comme le dit Maurice Benassayag, il est indispensable que les états-majors politiques se remettent en question. Ou qu'ils soient contraints de le faire s'ils n'ont pas ce courage.

B. LA RICHARDAIS

Un maire

Pierre Cardo, c'est l'homme à l'écharpe blanche, le tombeur de Michel Rocard, l'élus réactionnaire qui demandait la suppression des allocations familiales pour les parents de délinquants...

Telle est l'image médiatique laissée par le maire de Chanteloup-les-Vignes où fut tourné *La Haine* de Mathieu Kassovitz : avec cette vision esthétisée de l'enfer banlieusard, la boucle paraît définitivement bouclée.

Il ne s'agit là que d'une collection de mauvais clichés, qui enferment Pierre Cardo dans un rôle qui n'est pas le sien. Pour s'en convaincre, il faut lire l'ouvrage qu'il vient de publier (1) et qui remet les choses au point : *La Haine* met en scène « une certaine idée de la banlieue », qui ne correspond ni à la banlieue ni à Chanteloup ; l'homme à l'écharpe n'a jamais voulu punir les parents de délinquants, mais rappeler que les juges pouvaient supprimer les allocations des familles qui laissent leurs jeunes enfants vivre dans la rue.

Cela dit, le livre de Pierre Cardo n'est pas un plaidoyer, mais le témoignage passionné d'un élu confronté au désarroi et à la violence et qui lutte pour redonner de l'espoir à une population qui se sent abandonnée.

L'humanisme libéral dont Pierre Cardo se réclame devrait être au cœur du projet d'une droite soucieuse de la dignité de chacun. Or le maire de Chanteloup montre très simplement pourquoi ce qui devrait être n'est pas.

Jacques BLANGY

(1) Pierre Cardo - « L'Espoir n'est pas un luxe » - Latès, 1996 - prix franco : 115 F.

Et le désert avance...

Pour beaucoup, Hannah Arendt est avant tout l'élève trop proche de Martin Heidegger, et une analyste majeure des mécanismes totalitaires. Force est d'admettre qu'une part importante de son œuvre philosophique s'ancre profondément sur cette double origine, mais il convient aujourd'hui de porter un autre regard sur l'auteur de *La crise la culture*, visant à la replacer dans une démarche philosophique totale.

En 1955, Hannah Arendt travaille sur un projet d'*Introduction à la politique*, mais l'interrompt au profit d'un autre texte, *La condition de l'homme moderne*, qui amène la problématique de la pensée subordonnée à la liberté politique. De cette réflexion en quelque sorte préparatoire de l'avènement d'un système arendtien, tout entier orienté vers la primauté de l'exercice politique démocratique, naîtra « *Qu'est-ce que la politique ?* ».

Comme un chant salvateur offert aux douleurs muettes des temps totalitaires, le livre va au-delà de la propre souffrance de son auteur, afin de retrouver confiance en l'homme. « *Nous sommes du monde et pas seulement au monde* », écrit le philosophe dans *La vie de l'esprit* (tome 1, *La pensée*), et le monde dans le système arendtien, c'est la nature en tant qu'espace physique dès lors qu'elle est soumise à la volonté politique de l'homme. Plus il y a de politique, plus il y a de rapports humains, critiques et constructifs, et plus il y a de monde. Ainsi, Hannah Arendt répond au nazisme : nier une part d'humanité équivaut à nier le monde en

fragilisant la branche approuvée de cette nature qui nous porte tous.

Mais *Qu'est-ce que la politique ?* ne se contente pas de conclure une réflexion sur le désastre totalitaire. Le philoso-



phe y fait œuvre de proposition pour les temps à venir. Il y a deux manières de concevoir l'humanité comme un tout, explique Hannah Arendt, à travers un concept d'homme, réducteur des spécificités individuelles, ou au contraire comme une enveloppe englobant une multitude d'humanités. C'est cette dernière proposition qu'elle retient, montrant qu'il ne convient pas de craindre la divergence, car c'est précisément à la politique que revient la tâche de faire émerger les bases d'un consensus. Une politique qui assume sa

fonction, se glisse dans « *l'espace intermédiaire (entre les hommes) et (...) se constitue comme relation* » afin de reprendre son noble statut de science du dialogue, contre l'image dépréciée de joute oratoire qui la discrédite et livre la démocratie au totalitarisme.

Aussi, malgré le mauvais profil que nous offre parfois la science politique, il convient de ne jamais renoncer, insiste Hannah Arendt. L'abandon du droit à la politique, c'est ce que le philosophe appelle l'entrée dans le désert. Et d'ajouter qu'aujourd'hui, « *le désert est le monde dans les conditions duquel nous nous mouvons* ». Notre époque s'habitue au vide, et la psychologie est là pour nous expliquer que le désert n'est qu'un manque intérieur, un défaut d'équilibre de nature individuelle. Hannah Arendt refuse la psychologie, qu'elle conçoit comme une science de la résignation et qui favorise le recours à l'évasion du réel par l'engagement fanatique ou l'utopisme anarchiste. Contre le vide et l'aveuglement, la solution, ce sont alors les oasis. A l'échelle d'un pays, d'une communauté, d'un individu, ces espaces intacts qui portent en eux une véritable conscience politique, parce qu'en finalité, « *le monde est toujours le produit de l'homme* » et qu'il ne saurait y avoir de manière objective et positive de gouverner.

Alexandre RENAUD

Hannah Arendt - « *Qu'est-ce que la politique ?* » - Le Seuil, coll. L'ordre philosophique, 226 p. - prix franco : 120 F.

L'homme mondial

Le phénomène de la mondialisation suscite-t-il une réflexion vraiment adaptée à l'importance qu'on se plaît désormais à lui donner ? C'est plus que douteux. Nous nageons dans l'à-peu-près et les pseudo-évidences. Le libéralisme semble avoir réglé toutes les questions par avance, en rapportant tout à une rationalisation économique liée à la liberté totale des échanges. Il s'agirait de quelque chose d'irréversible, une sorte de loi de nature à laquelle toute restriction ou toute correction ne feraient qu'apporter des confirmations, ne serait-ce que par leur vanité ou leur propension à la catastrophe et au non-sens économique. Toute discussion serait donc vaine, d'autant plus qu'elle constituerait un frein au pragmatisme, qui seul conviendrait pour venir à bout d'éventuelles difficultés. Précisément, ce « pragmatisme » pourrait bien être une façon commode d'évacuer les faits gênants et les résistances des réalités.

C'est le reproche que l'on fait à *L'horreur économique* de Viviane Forrester (1). Peu importe que le livre soit plébiscité par des dizaines de milliers de lecteurs qui y reconnaissent leur situation concrète et la vérité d'un monde tel qu'il est ! On reproche à l'auteur et à ses lecteurs de se complaire dans une description masochiste qui ne ferait qu'empirer la situation plutôt que de stimuler l'initiative et la création. Il y a du terrorisme dans ce genre d'attitude qui, de surplus, cache mal un refus obstiné de tout esprit critique, jusqu'à vouloir taire obstinément des faits élémentaires, notamment celui de la montée de la pauvreté dans tous les pays de l'Ouest ; c'est-à-dire au sein du monde « riche ». On oppose souvent par exemple, à une France « riche », l'exemple d'une Grande Bretagne qui serait retardataire l'exemple d'une Grande Bretagne que le libéralisme thatcherien aurait désenclavée dans la voie de la modernisation : « *En Grande Bretagne, le nombre des pauvres est passé de cinq millions en 1979 à quatorze millions en 1992. Dans le même temps, le fossé s'est creusé entre les pauvres et les riches : les 10 % les plus riches ont vu leurs revenus s'accroître de 62 %, les plus pauvres les ont vu baisser de 17 %* ». Vrai ou faux ?

Et les États-Unis que l'on nous présente comme l'exemple type du pays de la création d'emplois, parce qu'il saurait plus que nul autre s'adapter aux mutations et autres flexibilités nécessaires ? L'autre soir, à un débat où il était opposé à Michel Rocard, Nicolas Sarkozy refusait obstinément de reconnaître que le salaire d'une bonne partie des Américains avait baissé de façon significative depuis vingt ans. « *Le taux de mortalité infantile est devenu aux États-Unis supérieur à celui de la Grèce, pour atteindre dans les banlieues de New-York, un niveau quasi africain... Comment, d'ailleurs, s'en étonner puisque le salaire réel moyen est retombé au niveau qu'il atteignait dans les années 70* ». Vrai ou faux ?

Je tire ces deux données de l'ouvrage de Philippe Engelhard *L'homme mondial* (2), dont le mérite principal, justement, consiste à ne rien admettre des pseudo-évidences et des idées toutes faites, au risque lui aussi, de se faire taxer de pessimisme paralysant. Mais si son analyse décapante n'est pas euphorique ce n'est nullement à des fins d'abandon ou de démoralisation publique. Bien au contraire, il s'agit pour lui de mieux comprendre afin de mieux agir, de

comprendre dans la totalité et dans la complexité le monde tel qu'il est. Et c'est bien la moindre des choses à l'heure de la mondialisation. L'économie constitue une des données les plus déterminantes de cette tentative pour comprendre. Mais elle n'est pas la seule. Et au demeurant, pour être elle-même compréhensible, elle se doit d'interférer avec d'autres coordonnées et d'autres savoirs, si bien que ce sont les fondements d'une science économique qui sont en cause.

Si l'on pose en principe que l'individu est la base de tous les systèmes sociaux, seul un individualisme méthodologique du type de Hayek sera susceptible de nous donner la clef de toutes les sciences humaines. Mais cet individualisme radical est contradictoire avec cet autre principe constitutif du libéralisme qui veut qu'on ne puisse rien comprendre à une machinerie sociale dont on serait bien en peine d'infléchir les mécanismes. Autrement dit ce prétendu individualisme récuse par principe tout volontarisme au profit des prétendues lois de l'économie, et donc d'une fatalité qui met hors jeu la politique : « *Chaque personne ne se définit plus que par son aptitude à produire, à consommer et à épargner. Elle n'est plus que le neurone passif d'une machine économique et financière qui n'a d'autres fins qu'elle-même* ».

La découverte de plus en plus massive des impasses théoriques et pratiques du libéralisme oblige, non pas à élaborer une contre-doctrine mais à prendre les distances culturelles, épistémologiques, philosophiques, pluridisciplinaires, pour tenter de penser le monde tel qu'il est, tel qu'il ne devrait pas être et tel qu'il devrait être changé conformément à un certain nombre de finalités propres à un monde humain et à une certaine idée du bien commun à réhabiliter. Vaste entreprise. Démesurée ? Sans doute, mais tel est bien le défi de la mondialisation qui réclame un effort d'intelligence égal à sa propre démesure. Dans son livre-somme, Philippe Engelhard vise directement cette entreprise impossible mais indispensable. Et il la réussit pour autant que son diagnostic, poussé au plus loin que le permet une analyse exhaustive, débouche

sur un état des lieux, à mon sens, difficilement contestable, ainsi qu'à une définition d'objectifs et de tâches correspondant à l'ampleur des difficultés et des défis exactement repérés.

Pour le diagnostic, je retiendrai volontiers que « *la véritable crise est peut-être à venir. Économique et financière, mais aussi politique, culturelle et sociale. Elle pourrait résulter, si rien n'est fait, des contradictions insoutenables auxquelles cette compétition acharnée à quelque chance de conduire. On en perçoit déjà les effets déléteries. Le politique, privé de marges de manoeuvres économiques, perd sa crédibilité. Son seul vrai souci est de se plier aux exigences orthodoxes du marché financier vis-à-vis duquel l'exigence de crédibilité paraît absolue. Mais cette obédience presque sans faille détruit son crédit auprès des populations victimes de la rigueur. Le corps social, de plus en plus fracturé, n'est pas sans connaître des tentations populistes ou xénophobes au Nord, une radicalisation religieuse ou ethnique dans certains pays du Sud et, sur à peu près toute la planète, la violence à l'état pur* ». Le constat à la limite de la désespérance n'est pas fataliste. Philippe Engelhard est le contraire d'un déterministe puisqu'il n'est pas libéral. Il croit que la culture nous donne une conception plus exacte des tâches de l'économie, et que la politique doit retrouver sa priorité afin de remettre cette même économie à la gérance des hommes.

(1) Viviane Forrester - « *L'horreur économique* » - Fayard - prix franco 104 F - cf. l'analyse faite dans *Royaliste* n° 671.

(2) Philippe Engelhard - « *L'homme mondial* - Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ? » - Arléa - prix franco : 152 F.

par Gérard Leclerc



Signé Lyotard

Parmi tous les ouvrages parus à l'occasion de la panthéonisation d'André Malraux, celui de Jean-François Lyotard se distingue et sort du lot, ne serait-ce que par le fait qu'il s'agit de l'oeuvre d'un philosophe et non d'un historien ou d'un biographe.

Quel livre ! Quelle intelligence du sujet ! Quelle finesse d'analyse ! Il semblait que sur Malraux tout avait été dit ; qu'en un sens les tâches avaient été distribuées : aux uns la recherche du « *misérable petit tas de secrets* », aux autres plutôt l'aventurier, ou le militant courageux, aux autres le poète inspiré du gaullisme ; aux uns le romancier, à d'autres - peu nombreux à vrai dire - le lecteur haletant du *Musée imaginaire* ; Jean-François Lyotard vient de signer la plus belle approche de Malraux, la plus complète, la plus profonde et l'hommage le plus fidèle qui soit au plus grand témoin de son siècle.



Lyotard n'oublie rien, ni la vie ni l'oeuvre. Mais au lieu de les distinguer ou de les opposer dans un va-et-vient artificiel, il les confronte, les juxtapose, les recompose dans l'unité essentielle d'un incessant dialogue : le vécu d'André et les livres de Malraux semblent ainsi l'éternelle métamorphose de Jacob et de l'Ange. Nulle solution de continuité : André Malraux répond sans relâche à cette seule question : comment « fictionner » sa vie, comment vivre son oeuvre ?

L'oeuvre de cette vie, le philosophe suggère que c'est l'ensemble des réponses que se donne une conscience sans

cesse fidèle à la question d'une scène initiale, revanche peut-être d'une enfance que Malraux n'aimait pas, mais dont il avouait, à propos de Lawrence, qu'elle court dans le génie. Pour simplifier : la mère donne la vie contingente

ressemblances avec ce monde des apparences qui répète le même de la mort, refus d'une esthétique de l'imitation, refus de tout ce que Malraux appelle le Destin. De même qu'un personnage de roman n'est pas une personne, de même un

tableau n'est pas un spectacle. L'Art est un ensemble de signes arbitraires dont le chant murmure, au-delà des cultures vouées à la disparition, ce que pourrait être l'homme s'il échappait durablement à sa condition, c'est l'obsession renouvelée de sa part divine dans une éternelle présence sans Histoire : rien donc, aucune théorie ne peut rendre compte de l'acte créateur, puisque son âme c'est d'échapper au temps ou de délivrer par la métamorphose les oeuvres millénaires qui dorment dans l'oubli. Si donc le Musée de Malraux est

imaginaire, c'est que tout est imaginaire ; mais nous sommes la première civilisation à le savoir, terrible révélation sur le retrait des valeurs ! L'oeuvre d'art qui ne s'ordonne plus que par elle-même - style d'une époque sans style - c'est la réponse et la présence de l'esprit, de l'homme debout refusant l'appel de la terre-mère.

Lyotard suit son fil conducteur avec une rigueur exemplaire. Comme tout alors apparaît adhérent ! La fidélité de Malraux au cubisme, à Max Jacob, à Picasso, à Reverdy, mais aussi à Saint-Just, à Trotsky, à Lawrence, à Mao, à de Gaulle : hommes du non, hommes du refus, qu'on ne connaît que par le style d'Antigone ou de Jeanne, qui est de conquête et de séparation, obsédés par la valeur de l'insaisissable qu'ils portent en eux.

Si l'on pense par comparaison (et pour Malraux, dans l'ellipse, figure de la discontinuité), Lyotard a tenu et gagné ce pari d'écrire une antibiographie, comme Malraux a écrit ses *Antimémoires* : récit chronologique qui rapproche et confronte des moments de la vie, la vie et l'oeuvre. Quel hommage à la « *mythopoeie* » de son sujet ! Anti-Barrès, anti-Gide, tout autant qu'anti-Proust, Malraux n'a livré aucun de ses petits secrets. Maître en soupçon, sans être cependant jamais obscène, J.-F. Lyotard sait bien cependant que si le secret n'est pas ce dont parle Malraux, c'est ce secret qui le fait parler et unifie ses voix dans la grandeur et la douleur de n'être qu'un homme face au « *Miroir des Limbes* ». Si la culture est la réponse de l'homme devant son miroir où il imagine son visage de mort, J.-F. Lyotard a donné de Malraux l'image qui échappe à l'insignifiance de l'oubli. Livre admirable.

Alain FLAMAND

Jean-François Lyotard - « Signé Malraux » - Ed. Grasset - prix franco : 138 F.

Prendre sa « carte »...

Tous les lecteurs de *Royaliste* le savent : notre journal n'est pas seulement la tribune d'une équipe de journalistes plus ou moins talentueux mais aussi l'organe d'expression d'un mouvement politique.

Ce que nos lecteurs savent moins c'est l'importance que revêt l'adhésion à ce mouvement. Pourquoi, en effet, adhérer à la Nouvelle Action Royaliste ?

Il existe un grand nombre de raisons pour prendre la décision d'adhérer. Énumérons-en quelques unes :

♦ **RENFORCER LA CRÉDIBILITÉ DE LA N.A.R.** - Un nombre accru d'adhérents nous permettra d'être mieux représentés à la fois d'une manière géographique et dans les secteurs socioprofessionnels. Cette meilleure représentation contribuera à augmenter notre crédit, aussi bien dans l'opinion qu'auprès des médias et du monde politique.

♦ **MIEUX CONNAÎTRE NOTRE FORCE** - Il nous est toujours très difficile de distinguer parmi nos lecteurs ou sympathisants ceux qui partagent véritablement le désir de voir aboutir notre projet. Seule l'adhésion formalise cet accord et nous permet de mesurer notre force réelle.

♦ **SAVOIR SUR QUI NOUS POUVONS COMPTER** - Connaître avec précision les personnes auprès desquelles nous pouvons solliciter une aide ponctuelle ou demander un service rend nos démarches beaucoup moins lourdes et beaucoup plus efficaces. L'adhésion est aussi une offre de service nous permettant de

mieux utiliser les compétences et les disponibilités de chacun.

♦ **ASSURER NOTRE ÉQUILIBRE FINANCIER** - Les cotisations des adhérents nous assurent des rentrées d'argent, régulières et diversifiées, nous permettant de protéger notre indépendance et de ne pas dépendre de générosités isolées qui peuvent être éphémères et sont soumises aux vicissitudes économiques et politiques.

♦ **PARTICIPER A LA DÉFINITION DE LA LIGNE** - Le congrès annuel des adhérents fixe régulièrement, après débat, la ligne politique du mouvement. Adhérer permet de participer au Congrès et au vote des motions. Adhérer donne la possibilité d'y faire entendre son opinion et de contribuer à la définition de la stratégie à adopter.

♦ **ÉLIRE LES DIRIGEANTS** - Le renouvellement du Comité Directeur est assuré par le Conseil National. Cet organisme, qui a également un rôle de décision quant à l'application de la ligne, est élu par l'ensemble des adhérents. L'adhésion vous permet donc d'être représenté au sein des instances dirigeantes de la N.A.R. et éventuellement d'y être vous-même candidat.

♦ **ÊTRE INFORMÉS** - Réservée aux seuls adhérents, une publication spécifique « *La lettre aux adhérents* » fait cha-

que mois le bilan de nos activités et donne des informations - parfois confidentielles - que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs.

♦ **BÉNÉFICIER D'UN RÉSEAU DE RELATIONS** - L'ensemble des adhérents forme une communauté implantée dans de multiples secteurs socioprofessionnels. Être adhérent permet de bénéficier, à titre personnel, de l'aide que peut apporter cet important réseau de relations et d'amis.

Sur le plan pratique, adhérer consiste à remplir une demande et prendre l'engagement de régler ses cotisations mensuelles (fixées en principe à 2 % du revenu mais laissées, en fait, à la discrétion de chacun). L'adhérent reçoit ensuite automatiquement sa carte et la *Lettre aux adhérents* mensuelle.

N'hésitez pas à « franchir le pas », à nous demander (tél. : 01.42.97.42.57) la documentation nécessaire et à rejoindre nos rangs.

Yvan AUMONT

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

● **Mercredi 17 décembre** : Nul n'ignore que « Le colonel de La Rocque » fut le président de la plus importante des ligues de l'entre-deux-guerres et beaucoup en déduisent que cet homme de droite fut vichyssois. Tel ne fut pas le cas : détesté par la gauche comme par l'Action française, le chef des Croix-de-Feu s'engagea dans la Résistance. Arrêté, déporté en Allemagne, il revint en France à la Libération pour être à nouveau incarcéré... sans le moindre motif d'inculpation. Jacques NOBÉCOURT nous présentera l'ouvrage passionnant qu'il a consacré à ce personnage méconnu et injustement décrié.

● **Mercredi 25 décembre et 1^{er} janvier** - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

● **Mercredi 8 janvier** - reprise des réunions.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Affronter le patronat

Le Patronat français n'a pas tardé à s'engouffrer dans la brèche ouverte par Alain Juppé et quelques autres dans le domaine des conditions de travail puisqu'il réclame (1) toujours plus de flexibilité et de nouvelles réductions des garanties sociales.

Avec l'hypocrisie propre au milieu dirigeant, M. Gandois prend des précautions de langage (il n'est pas partisan de la « flexibilité généralisée », il veut adapter et non supprimer la protection sociale) et camoufle son offensive sous un verbiage technico-juridique qui est une marque de mépris à l'égard des salariés. Ceux-ci n'auront cependant pas de peine à retrouver les principaux points du sinistre programme patronal :

- Liberté totale de licenciement par suppression du contrôle judiciaire des plans sociaux.
- Suppression pendant trois ans des « seuils sociaux » au-delà desquels la loi prévoit l'élection de représentants du personnel.
- Nouvelles réductions des charges patronales.

Le président du CNPF accompagne ces mesures d'une critique du dirigisme étatique, de la société d'assistance, récuse un progrès social qui se ferait par accumulation d'acquis, conteste la représentativité des syndicats, et justifie le tout par la nécessité de rétablir chez les employeurs la confiance qui permettra le retour à la croissance et à l'emploi.

Il est inutile de s'indigner. L'homme qui se fit élire à la présidence du CNPF sur le thème de « l'entreprise citoyenne » ne s'adresse qu'aux membres de la classe dirigeante, et ne s'intéresse qu'aux rapports

de force propres à une caste qui, je peux en témoigner, est aussi indifférente à la science économique qu'aux souffrances engendrées par l'ultralibéralisme. Il s'agit, pour ces messieurs, d'accumuler le maximum de profits, de subventions, de dégrèvements, et de prébendes - sans oublier les décorations. La franchise croissante avec laquelle le patronat (français et européen) formule ses exigences tient au fait qu'il ne redoute plus le communisme depuis la chute du mur de Berlin, et estime que les réactions syndicales seront



toujours entravées ou paralysées par la peur des licenciements.

Bien entendu, cette indifférence à la contestation ne doit pas inciter à céder d'un pouce sur les débats fondamentaux. Comme tout apparatchik, M. Gandois pense que l'efficacité de ses arguments tient à leur incessante répétition. A ceux qui seraient impressionnés par cette opération de propagande, il faut dire et redire qu'il n'y a pas de lien vérifié ni même vérifiable entre les bas salaires, le travail flexible et la réduction du chômage (2).

Chacun peut d'ailleurs constater que la réduction du coût du

travail (par baisse des charges et contrainte salariale) et la flexibilité croissante des conditions de travail n'ont pas empêché l'augmentation du nombre des chômeurs. Or le Patronat réclame la possibilité de licencier à tout-va, et de tirer encore plus de profit du travail précaire. Avantageuse à court terme pour les employeurs, ces pratiques sont suicidaires : elles contribuent à réduire la demande des biens fabriqués par les entreprises (qui se plaignent ensuite que leur carnet de commande ne soit pas rempli) et elles détruisent chez les salariés l'esprit d'initiative et le goût du travail bien fait.

Dans l'intérêt général comme pour le bien des entreprises, il ne faut pas hésiter à affronter directement l'organisation patronale. D'abord en prenant M. Gandois au mot : puisqu'il y a trop d'assistance, commençons donc par supprimer les aides multiples, les subventions et les exonérations dont bénéficient les patrons sans que les niveaux de l'investissement privé et de l'emploi s'en trouvent améliorés. Puisque le niveau des salaires pèse sur les coûts, commençons par instituer un salaire maximum. Puisque les charges sont trop élevées, réprimons impitoyablement tous les abus de biens sociaux. Ensuite il faudra exiger qu'un gouvernement soucieux du bien public nationalise les secteurs-clés et veille à ce que s'établisse un juste équilibre entre les salaires et les profits.

Programme socialiste ? On ne nous fera pas peur avec ce mot. Depuis que notre civilisation existe, le pouvoir politique a pour principale mission de faire exister la justice dans la société. Donc de protéger les faibles et de libérer les opprimés.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. la déclaration de Jean Gandois, président du CNPF, au *Monde* du 3/12/96.

(2) cf. Hoang-Ngoc Liêm, *Salaires et emploi, Une critique de la pensée unique*, Syros, 1996. prix franco : 120 F.